



YouTube



Dimanche

11 août 2024

16 pages

No. 635

GRATUIT

Réajustement salarial



Narendranath Gopee :
**« Une formule
dépourvue de sens »**

Jyoti Jeetun



Interview

« Nous sommes entraînés
dans un modèle de
consommation qui n'est
pas soutenable pour un
pays comme le nôtre »

Covilen Narsinghen :



Affidavit explosif
de Vishal Shibchurn

**La relance de
l'enquête sur le meurtre
de Manan Fakoo souhaitée**

Élections générales

**Liste probable des
prochains candidats
alignés par l'alliance
gouvernementale**



« Nous proposons
une réflexion approfondie
sur le droit de vote des
Mauriciens de la diaspora »

**Basoodeo Seetaram :
Entre affaires et politique,
une proximité qui fait débat**



Ten Hag sur les prochaines
recrues de United :
**« Nous savons ce
que nous faisons »**

Téléchargez

**votre copie gratuite
tous les dimanches**

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



Réajustement salarial

Narendranath Gopee : « Une formule dépourvue de sens »

Le réajustement des salaires a finalement été annoncé par le gouvernement, dont les ministres Renganaden Padayachy, Soodesh Callichurn et Anjiv Ramdhany, vendredi. Il entrera en vigueur dès ce mois juillet 2024, mais sera payé avec effet rétroactif en août ou septembre. Les hausses varieront ainsi de Rs 600 à Rs 2925 pour les travailleurs des secteurs public et privés qui touchent un salaire de moins de Rs 50 000. Cette annonce est censée apporter un 'feel-good factor' dans le pays après la hausse vertigineuse du coût de la vie, mais aussi d'une part, pour prévenir principalement les inégalités salariales causées par la hausse du salaire minimum et d'autre part, pour amadouer les travailleurs à l'approche des élections générales. Sauf qu'elle ne semble pas avoir eu l'effet escompté.

« C'est purement du bluff ! », lance d'emblée Narendranath Gopee, négociateur de la 'Federation of Civil Service and Other Unions' (FSCOU) et président de la NTUC. Selon lui, le gouvernement n'avait pas d'autre choix que de venir de l'avant avec ce réajustement salarial suivant les pressions exercées par les travailleurs et les syndicats. « Le gouvernement était coincé. Il a déjà joué toutes ses cartes, et c'était probablement la seule qu'il lui restait », soutient-il. Il dit ne pas comprendre la formule adoptée par le ministre du Travail, Soodesh Callichurn. « Eski li ena ene différente notion de la relativité ?

Li dire prend salaire décembre ajoute Rs 4925 lor la, après retire salaire janvier. Saem relativité la sa ? Mo pa trouve aukaine logique ladans. Ki fer ? Ki formule sa ? Ki algorithme fine servi ? » se demande-t-il, en insistant que cette formule est sans queue ni tête.

Le syndicaliste dit comprendre la difficulté qui existe pour amener une relativité salariale dans le secteur privé en raison des 31 entreprises qui sont régies par le 'Remuneration Order' (RO) contrairement aux d'autres qui déterminent leurs propres salaires. « Un chauffeur du secteur privé dont l'employeur est régi par le RO peut toucher Rs 12 000 alors qu'un autre peut, lui, obtenir un salaire de Rs 15 000 pour le même travail », explique-t-il. Il déplore ainsi le fait que le gouvernement ait apporté encore plus de désordre que celui qui existait déjà. Or, dit le syndicaliste, pour résoudre ce problème, il fallait d'abord établir une liste selon les différents grades des travailleurs, comme cela existe dans le secteur public, avant de définir une grille salariale principale, connu comme un 'Master Salary Scale', avant de faire le réajustement salarial. Ce qui aurait permis un certain équilibre, selon lui.

Narendranath Gopee martèle que l'exercice annoncé par le gouvernement est loin d'un réajustement salarial. « Avec formule Callichurn, aster pou ena ene salaire minimum pou general Worker, ene salaire minimum pou diplômés et ene lot salaire minimum pou



effectivement prêt. Le ministre de la Fonction publique, Anjiv Ramdhany, en prend également pour son grade. « 5% la pas réalignement sa. Pas pe dire ou donne ene pourcentage intérimaire parski rapport PRB bizin sorti en 2026. Pas sa mo pe dire ou. Seki mo pe dire ou seki ena ene distorsion salariale par rapport à nouveau salaire minimum de Rs 15 000 ki demane ene réajustement salarial dans le secteur public », lance-t-il.

Notre interlocuteur souligne que la FSCOU a déjà travaillé sur une relativité salariale « bien distribuée » pour la fonction publique. Ce qui permettrait de résoudre les disparités causées par le salaire minimum de Rs 15 000. Or, estime-t-il, le gouvernement a préféré présenter un exercice dépourvu de sens. « Zot pe bluffer. Le gouvernement ne vise que les prochaines élections. Ce n'est qu'une bribe électorale, rien de plus. Pe couyone travailleurs pou fer zot croire que c'est réalignement », conclut-il.

L'alliance PTr-MMM-ND à La Louise ce matin

Ce dimanche 11 août, l'alliance Parti Travailleiste-MMM-Nouveaux Démocrates (PTr-MMM-ND) se prépare à un grand meeting à La Louise, Quatre-Bornes. Cet événement revêt une importance particulière dans le climat politique actuel, alors que l'alliance PTr-MMM-ND se mobilise à l'approche des élections générales à venir. Le thème du meeting est clair : « Non à l'alliance papa-piti », visant directement les Duval, père et fils, et leur rapprochement stratégique avec le MSM.

Les organisateurs s'attendent à une forte affluence, et des mesures significatives ont été mises en place pour gérer la circulation autour de la Place Taxis. Selon un communiqué du bureau du Commissaire de police, des déviations routières

instaurées dès 8 heures du matin. Les autobus seront redirigés à travers plusieurs avenues pour éviter les zones congestionnées, et la station de taxis sera temporairement déplacée. Des zones de stationnement seront également interdites pour permettre un déroulement fluide de l'événement.

Ce meeting pourrait être déterminant pour l'alliance PTr-MMM-ND, cherchant à mobiliser ses partisans et à renforcer son influence face aux adversaires. Arvin Boolell a déclaré, lors d'une conférence de presse de l'alliance le vendredi 9 août : « Lekip PTr-MMM-ND inn gagn so vitesse de croisière et nou confiant dan 1 tres grand victoire. Mobilisation pou contrecarrer la mafia, surtout mafia la drogue, pou la vérité lor la mort Kistnen, cherté de la vie, corruption, insécurité et surtout nou pa pu epargner sa l'opposition PMSD ki finn loyale avec Pravind Jugnauth depi ki Xavier Luc Duval finn officiellement dissocié li avec parti travailleiste ek MSM ».

Le SUAC interpelle le Premier ministre « Où sont passés les 6 millions de dollars saoudiens ? »

Le 9 août 2024, le Sunniy 'Ulamâ and Aimmah Council (SUAC) a adressé une lettre ouverte au Premier ministre, Pravind Kumar Jugnauth, pour demander des éclaircissements concernant le financement de 6 millions de dollars américains promis par l'Arabie Saoudite pour les mosquées de Maurice.

Ce financement, annoncé pour la première fois en 2019 par Showkutally Soodhun, alors député et actuel ambassadeur de Maurice en Arabie Saoudite, a été confirmé en 2020. Depuis, plusieurs membres du gouvernement ont évoqué ce soutien financier lors de leurs discours publics. Malgré ces assurances et une conférence de presse tenue pour informer la communauté musulmane de l'évolution du dossier, aucun détail supplémentaire n'a été communiqué depuis plus de cinq ans.

Dans sa lettre, le président du SUAC, Maulana Shamim Khodadin, exprime l'inquiétude de la communauté quant à la transparence de ce processus. Il demande au Premier ministre de clarifier si les fonds ont effectivement été crédités au gouvernement mauricien et, dans l'affirmative, de préciser quand ces fonds seront alloués aux mosquées.

La demande du SUAC est claire : la communauté musulmane souhaite non seulement être informée de la situation actuelle du financement, mais aussi connaître les conditions éventuelles qui y sont attachées.

Le SUAC souligne l'importance de la transparence dans cette affaire et espère recevoir une réponse rapide du gouvernement.

Affidavit explosif de Vishal Shibchurn

La relance de l'enquête sur le meurtre de Manan Fakoo souhaitée

C'est une affaire qui continue de polariser l'attention. Après avoir juré un affidavit explosif la semaine dernière, Vishal Shibchurn est venu de l'avant, cette semaine, avec une version amendée pour corriger des erreurs de frappe contenues dans la version initiale. Dans ce document de 12 pages, déjà envoyées au Premier ministre, au Commissaire de police et au Directeur des Poursuites Publiques (DPP), Vishal Shibchurn réclame que des actions soient prises pour relancer l'enquête sur la mort de l'ex-activiste du MSM, Soopramanien Kistnen. Il y allègue, rappelons-le, que ce meurtre avait été supervisé par Manan Fakoo. Il estime d'ailleurs que l'assassinat de ce dernier serait motivé par des raisons politiques.

Ce qui soulève une autre question. Le meurtre de Manan Fakoo est-il lié au meurtre de Kistnen ? Jusqu'ici, la police considère avoir élucidé le meurtre de Fakoo avec l'arrestation de plusieurs habitants de Vallée-Pitot environ un mois après le meurtre. Selon les enquêteurs, son assassinat serait lié à l'internaute Fardeen Okeeb, qui avait été sauvagement tabassé par la bande de Manan Fakoo à Morcellement Raffray, dans le nord du pays. Mais à la lumière des nouveaux éléments contenus dans l'affidavit de Vishal Shibchurn, la question se pose désormais : l'affaire Okeeb était-elle le réel motif de ce meurtre ?

Dans la nuit du 20 janvier 2021, Manan Fakoo avait été grièvement blessé à la suite de trois coups de feu à la rue Swami Dayanand à Beau-Bassin. Les éléments préliminaires révèlent qu'une moto, avec à son bord deux individus, était passée à hauteur de la voiture de la victime. Le passager a alors ouvert le feu sur Manan Fakoo. Blessé, ce dernier avait, dans un premier temps, sollicité l'aide d'un ami, avant de se rendre au poste de police de Beau-Bassin. Mais des policiers sur place lui ont expliqué qu'aucun véhicule n'était disponible.

Malgré ses blessures, Manan Fakoo avait donc été contraint de se rendre seul à l'hôpital Victoria pour des soins. Environ un mois plus tard, la MCIT avait mis la main sur au moins quatre individus, tous des habitants de Vallée-Pitot, Vallée-des-Prêtres et Camp Yoloff. Ceux qui étaient passés aux aveux avaient présenté l'affaire Okeeb comme le motif principal de cette affaire. Est-ce le cas ? C'est ce qu'on se demande aujourd'hui. « Il faut certainement que cette enquête soit rouverte, car des zones d'ombres persistent toujours », explique un ancien enquêteur. Ce dernier dit ne pas être convaincu que l'agression de Fardeen Okeeb soit le réel motif de ce meurtre. « Qui est ce Fardeen Okeeb ? Pourquoi un groupe d'individus irait jusqu'à tuer Manan Fakoo car il avait agressé Okeeb ? », s'interroge cet ancien enquêteur.

Deux des suspects dans le meurtre de Manan Fakoo sont déjà poursuivis aux assises. Ils



attendent leur prochaine comparution dans les semaines à venir pour faire savoir s'ils comptent plaider coupable ou non-coupable dans cette affaire. Quant aux autres, ils sont en attente d'une décision du DPP pour connaître la suite dans l'affaire.

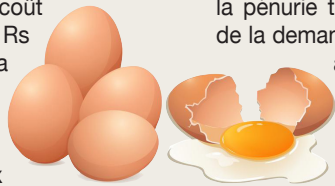
La mystérieuse déclaration d'un haut gradé le jour de la fusillade

Un surintendant de police, qui se trouvait à l'hôpital Victoria le jour de la fusillade à Beau-Bassin, avait fait une déclaration à la presse ce jour-là. Il avait affirmé que l'état de santé de Manan Fakoo était jugé stable et qu'il n'était pas en danger de mort. Et ce qui avait encore choqué, ce surintendant de police, qui occupe actuellement le poste d'Assistant Commissaire de Police (ACP), avait affirmé que ce type d'incident est courant et arrive quotidiennement à Maurice. Sauf que deux jours plus tard, Manan Fakoo a rendu l'âme. Nul n'arrive à expliquer comment l'état de santé de Manan Fakoo s'est détérioré en deux jours...

Flambée des prix des œufs

La réalité du marché contredit les déclarations officielles

Une récente enquête menée par l'Association des Consommateurs de l'Île Maurice (ACIM) révèle une hausse significative du prix des œufs, contredisant les déclarations de la ministre Dorine Chukowry. Alors que cette dernière affirmait que le coût d'un œuf variait entre Rs 8,50 et Rs 10 selon la taille, l'investigation de l'ACIM, conduite le 8 août, dévoile une réalité bien différente. Les prix actuels oscillent entre Rs 11 et Rs 13 l'unité, avec des augmentations particulièrement marquées dans les petits commerces de l'île, notamment à Port-Louis et à Saint-Pierre.



Cette disparité entre les déclarations officielles et la situation sur le terrain soulève des questions sur la maîtrise réelle du marché par les autorités. La ministre Chukowry avait

pourtant assuré avoir reçu la confirmation des trois principaux producteurs d'œufs, fournissant 80% du marché local, qu'il n'y avait pas eu de diminution significative dans la production et la distribution. Elle attribuait la pénurie temporaire à une augmentation de la demande liée à des «panic buying» et à des achats excessifs pour la revente à des prix plus élevés, soulignant que les prix de gros et de détail étaient restés stables ces derniers mois.

Cependant, une étude plus approfondie de l'ACIM vient corroborer et amplifier ces premiers résultats. Lors d'une conférence de presse le 9 août 2025, Jayen Chellum, secrétaire général de l'ACIM, a présenté les conclusions d'un sondage réalisé auprès de commerces à travers l'île. Cette nouvelle investigation révèle une hausse vertigineuse de 33% du

prix des œufs en seulement un mois.

Face à ce qu'il qualifie de «pénurie artificielle» en vigueur depuis juillet, Jayen Chellum appelle le ministère du Commerce à instaurer un contrôle des prix des œufs. Il propose notamment une tarification basée sur le poids des œufs, permettant une différenciation des prix selon leur taille. Cette initiative vise à apporter plus de transparence et d'équité dans la fixation des prix, tout en exhortant les autorités à prendre des mesures immédiates pour stabiliser le marché et protéger le pouvoir d'achat des consommateurs mauriciens.

Élections générales

Liste probable des prochains candidats alignés par l'alliance gouvernementale

Il est de plus en plus évident que les prochaines élections générales se tiendront avant la fin de l'année, probablement en novembre prochain. Surtout après l'indication donnée par Xavier Duval à l'effet que « *avant la fin l'année nou pou rant dans gouvernement* » et qu'il y sera le 'Deputy Prime Minister' (DPM), et l'annonce de l'entrée en vigueur du réajustement salarial à partir de septembre, avec effet rétroactif pour les mois de juillet et août. Alors que le PMSD finalise une alliance avec le MSM, malgré

les démentis du leader des Bleus à cet effet, il est clair que, outre des élus qui se verraient muter dans d'autres circonscriptions, beaucoup de têtes vont tomber dans le camp de l'alliance gouvernementale.

Une bonne partie de ceux qui se verront sanctionner ont fait pâle figure, que ce soit sur le terrain politique ou à l'Assemblée nationale, durant le présent mandat tandis que d'autres traînent des casseroles. Ils se verraient ainsi remplacés par du sang neuf, comme cela avait été

le cas en 2019. Certains, en dépit d'avoir tout fait pour être dans les petits papiers du Premier ministre, se verraient privés de tickets pour la bonne et simple raison que les tickets sont limités. En sus de faire de la place pour les candidats de la bassecour bleue, Pravind Jugnauth devra aussi ménager ses partenaires actuels, soit le ML d'Ivan Collendavelloo, la Plateforme Militante de Steve Obegadoo et le « *Mouvman Patriot Morisien* » d'Alan Ganoo, dans l'éventualité bien sûr que ces derniers soient toujours « *on board* » pour les

prochaines élections, car d'ores et déjà, il y a des grincements de dents.

Le nom de ceux qui seraient presentis pour obtenir de tickets se précise dans certaines circonscriptions, suivant des indications des agents du gouvernement qui sont sur le terrain et certaines sources au sein même du gouvernement.

Les noms qui se précisent

Circonscription No. 1

Dorine Chukowry, Jean-Paul Lam et Patrice Armance (PMSD)

Circonscription No. 2

Roubina Jadoo-Jaunboccus, Anwar Aboobakar, Zia Nujurally (ce dernier a déjà commencé à préparer l'opinion publique sur les réseaux sociaux à l'effet que les électeurs doivent voter pour être au gouvernement).

Circonscription No. 3

Le choix se fera entre Salim Abbas Mamode, Asraf Dulull, Abdallah Goolamalee, Ismaël Rawoo, Mamade Khodabaccus

Circonscription No. 4

Joanne Tour, Atish Bhoyjonauth/Tirat Moosun, Aurore Perraud

Circonscription No. 5

Soodesh Callichurn, Pavan Baichoo et un autre

Circonscription No. 6

Anjiv Ramdhany, Roshan Santokhee et Adrien Duval

Circonscription No. 7

Nishta Luchmun et 2 autres

Circonscription No. 8

Pravind Jugnauth, Sanjeeven Permal, Atma Bumma,

Ganessen Chinnapen

Circonscription No. 9

Deepak Balgobin, Sudheer Maudhoo, Chandradev Bhundoo

Circonscription No. 10

Avinash Teeluck, Avineswar Dayal (candidat du MSM à la partielle) et Sudheer Kowlessur (ce cadre du ministère de la Santé a animé une réunion avec des associations pour les inviter à l'inauguration de l'hôpital de Flacq par le PM)

Circonscription No. 11

Mahen Seeruttun, Vikram Jootun (MDFC), Sandya Boygah, Krishna Moolye

Circonscription No. 12

Bobby Hurreeram, Kavi Doolub, Sebastien Diolle, Jean-Paul Arouff

Circonscription No. 13

Renganaden Padayachy, Kailesh Jagutpal, Parwez Nunnoo, Samad Gunny, Reshad Soyfoo

Circonscription No. 14

Alan Ganoo, Tania Diolle, Yannick Catherine

Circonscription No. 15

Assad Peeroo, Hans Marguerite, Fardeen Jeetoo, Jugdish Joypaul (en ballottage)

Circonscription No. 16

Naveena Ramyeed, Ashley Ittoo

Circonscription No. 17

Steven Obegadoo, Charles Guimbeau, Malini Sewoksing

Circonscription No. 18

Xavier Duval, Kavi Ramano, Charles Cartier

Circonscription No. 19

Rashid Dawreeawoo, Seety Naidoo, Irvin Collendavelloo, Hans Seesaghur

Circonscription No. 20

Oliver Thomas, Kingsley Lai, Miche Ah See

Privés de tickets

Anwar Husnoo (No. 3)

Subashnee Luchmun-Roy et Joe Lesjongard (No. 4)

Sharvanand Rakaun (No. 5)

Rajanah Dhaliah et Maneesh Gobin (No. 7)

Yogida Sawmynaden et Leela Devi Dookun-Luchoomun (No. 8)

Vikash Nuckcheddy (No. 9)

Zahid Nazurally et Sunil Bholah (No. 10)

Prakash Ramchurrin et Sandra Mayotte (No. 14)

Gilbert Bablee (No. 15)

Kenny Dhunnoo (No. 17)

Fazila Jeewa-Dawreeawoo (No. 19)

UP

Jane Ragoo

Jane Ragoo est un véritable modèle de résilience et de détermination.

Malgré les épreuves physiques et émotionnelles qu'elle

traverse, elle continue à puiser une force incroyable pour mener ses combats. Sa volonté de vivre, de se battre pour les droits des travailleurs et de voir grandir ses petits-enfants est une source d'inspiration pour tous. Même en fauteuil roulant, Jane reste au cœur de l'action, prouvant que l'adversité ne peut éteindre sa passion pour la justice sociale. Son parcours montre que, malgré les obstacles, l'espoir et la persévérance peuvent triompher.



A ÉTÉ DIT



« Le gouvernement a donné de l'espoir aux travailleurs en disant que dès que le rapport est prêt, le réajustement salarial va être effectif. Le MLC croit fermement que le gouvernement est en train de jouer avec les travailleurs. Nous croyons que le gouvernement a renvoyé son application pour que le réajustement salarial ait plus d'impact pour les élections générales.

Pour nous, ce n'est pas du tout un retard

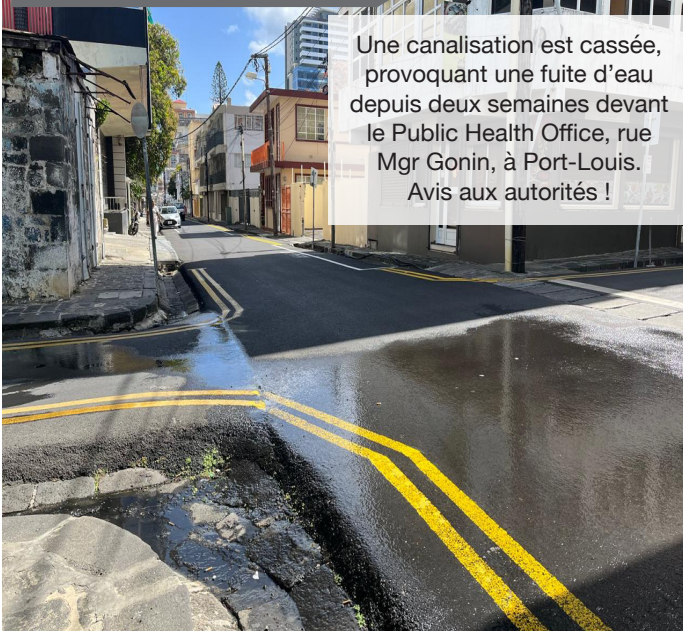
dans l'application de ce rapport. Les travailleurs sont assez intelligents pour croire que l'application du rapport a été renvoyée à un moment opportun pour que le gouvernement puisse surfer sur cette bonne décision en prélude des élections générales. Mais entretemps, les travailleurs sont frustrés et cette frustration affecte certainement la productivité. »

**Haniff Peerun - Président du
Mauritius Labour Congress (MLC)**

Le Mauricien

Lundi 5 août 2024

Qui s'en soucie ?



Une canalisation est cassée, provoquant une fuite d'eau depuis deux semaines devant le Public Health Office, rue Mgr Gonin, à Port-Louis. Avis aux autorités !

C'EST ÉCRIT

Le PMSD doit donc revenir sur une base de principe. Bien que la Prosecution Commission ait été introduite de manière indirecte à travers la Financial Crimes Commission, il fallait trouver d'autres grands principes pour satisfaire le PMSD, comme le remplacement de Sooroojdev Phokeer. D'autres demandes du PMSD seront probablement exaucées, comme le remplacement d'autres têtes controversées.

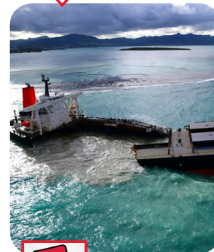
Le MSM avait besoin de changer son image avant les élections, surtout en ce qui concerne la mauvaise gouvernance. Il fallait réparer les erreurs passées. Pravind Jugnauth devait redorer l'image du MSM en se séparant de Phokeer et probablement du Commissaire de police. Il lui fallait créer des conditions favorables avant les élections et il pourra toujours dire que ce n'est pas lui, mais le PMSD, qui a exigé leur tête.

**Jocelyn Chan-Low – Historien et observateur politique
L'Express**

Vendredi 8 août 2024

DOWN

MV Wakashio, 4 ans après



Quatre ans après le naufrage du MV Wakashio, les côtes mauriciennes souffrent toujours des conséquences de cette catastrophe écologique. Le fioul reste incrusté, provoquant la colère des pêcheurs de Rivière-des-Créoles et de Mahébourg. La diminution des poissons et la disparition de nombreuses espèces marines ont profondément affecté leur activité, les poussant parfois à abandonner la pêche. Malgré les promesses d'indemnisation, beaucoup n'ont reçu qu'une maigre compensation jusque-là, accentuant leur sentiment d'abandon. Les récifs coralliens gravement endommagés et l'absence de suivi des autorités laissent ces communautés dans une situation précaire et désespérée.

Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute
confidentialité et seront publiées dans le
journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



**SUNDAY
TIMES**

Jyoti Jeetun

« Nous sommes entraînés dans un modèle de consommation qui n'est pas soutenable pour un pays comme le nôtre »



«Après huit années intenses de transformation réussie du Groupe, Jyoti Jeetun a décidé de quitter ses fonctions de Group CEO afin de poursuivre de nouveaux horizons». C'est ainsi que le Groupe Mont Choisy avait annoncé le départ de Jyoti Jeetun comme Group CEO le 16 juillet dernier. Ces « nouveaux horizons » l'ont amené à la politique. Elle a ainsi rejoint le MMM, qui est en alliance avec le PTr. Elle nous livre dans l'entretien qui suit sa vision d'un avenir meilleur...

■ Zahirah RADHA

C'était ridicule de voir une ministre du gouvernement en train d'imiter une conversation en bhojpuri [...] Par contre, la population s'attend à ce qu'une ministre responsable dise des choses plus sensées, qu'elle prenne les actions qu'il faut pour contrer la crise du coût de la vie, et qu'elle s'attaque à la racine du problème au lieu de se contenter de prodiguer des soins palliatifs. Cela dit, je ne cautionne pas le vitriol déversé sur elle sur les réseaux sociaux »

Q : Qu'est-ce qui vous a poussé à quitter une riche carrière et votre *comfort zone* pour vous lancer dans l'arène politique ?

Je suis une enfant de l'indépendance de l'île Maurice. J'ai grandi dans un village et dans un environnement certes pauvre, mais avec de grandes valeurs, comme le dur labeur, l'effort, le sacrifice, l'intégrité et le sens d'appartenance communautaire.

Comme le reste de la population, j'ai été témoin de la lente dégradation du pays. Et je me suis mise à réfléchir... Un demi-siècle après l'indépendance, est-ce ce pays que nous laisserons aux générations futures ?

Quitter une *corporate life* alors que j'étais au sommet de ma carrière n'a pas été une décision facile à prendre. D'abord, pour moi personnellement, et ensuite pour ma famille. Mais comme mes enfants me le disent souvent: « *Mam, si quelqu'une comme toi ne le fait pas, qui le fera ?* ». Je ne pouvais pas ne pas écouter cette voix, car cette voix n'est pas seulement la leur, mais aussi celle d'innombrables citoyens du pays et de la diaspora. Maintenant que ma décision est prise, je suis en paix avec elle, quoi qu'il arrive. Même si je n'y parviens pas, j'aurais au moins essayé.

Q : Vous aviez été pressentie par un « *think tank* » à un moment donné pour diriger une formation politique, avec vous-même comme Premier ministre en cas de victoire. Qu'est-ce qui vous a finalement propulsé au sein d'un parti politique traditionnel ?

Depuis la Covid-19, je rencontrais régulièrement un groupe de personnes qui s'est constitué en un groupe de réflexion. Celui-ci était composé de vétérans qui n'ont d'autre intérêt que le bien commun de la société. C'était déjà évident qu'il y avait, dans les quatre coins du pays, une soif de changement.

Nous avons donc réfléchi à la meilleure façon d'apporter un changement pour une nouvelle île Maurice. Serait-ce grâce à une expansion du groupe de réflexion, pour avoir une meilleure résonance de notre voix dans la société ? Serait-ce à travers un nouveau mouvement politique autre que les partis politiques traditionnels existants ?

En fin de compte, la majorité d'entre nous a estimé que même si un nouveau mouvement politique est idéal et souhaitable, cela nous prendrait énormément de temps pour pouvoir être efficace, surtout dans notre système politique qui n'est pas système présidentiel. Comme l'un d'eux nous répétait à maintes reprises : « rêvez, mais rêvez les yeux ouverts ».

Parallèlement, j'ai été approchée directement, aussi bien que par l'intermédiaire d'amis, pour rejoindre les partis politiques traditionnels. D'ailleurs, la plupart d'entre nous ont conclu que la meilleure alternative pour répondre à cet appel au changement dans le pays était en unissant nos forces. J'ai donc rejoint le MMM qui est en alliance avec le Parti Travailleiste. Je suis parfaitement consciente que ces partis ont leur propre structure et leurs objectifs et que je dois

m'y adapter. Je suis convaincue qu'au sein de la direction et des membres de ces partis, il existe un désir et une volonté réelle d'écouter le cri du peuple pour qu'il y ait un changement.

Q : Comment se passe vos premiers pas en tant que politicienne sur le terrain ?

I'm living a day at a time. Il me faut d'abord apprendre à connaître les membres du parti (*ndlr : du MMM*), ceux de la régionale et aussi le fonctionnement des diverses instances.

Je dois avouer que j'ai été accueillie par une vague de soutien et d'appréciation dans le pays. Ce qui me donne de l'espoir. C'est très encourageant, à l'opposé du cynisme qui nous paralyse souvent.

Nous devons restaurer la confiance dans la vie publique. J'estime qu'il y a des politiciens bien intentionnés dans l'alliance de l'opposition. Ils n'ont besoin que d'être vus et entendus. Ils représentent le visage du changement.

Q : À peine votre premier entretien radiophonique et vous avez déjà été ciblée par le gouvernement, dont la ministre Dorine Chukowry qui vous a répliqué en Bhojpuri. Cela vous a-t-il surpris ?

Absolument ! Je ne suis ni ministre, ni députée, ni élue. Je n'ai même pas de poste au sein du MMM, le parti que j'ai rejoint récemment. Je me demande donc si sa réaction n'était pas quelque peu exagérée, un *overkill*. C'était ridicule de voir une ministre du gouvernement en train d'imiter une conversation en bhojpuri. Je dois préciser que le bhojpuri est ma langue maternelle. C'est dans cette langue que je parle avec ma vieille mère et ma sœur aînée. C'est la langue que nous parlons couramment dans notre environnement social. Ce que j'ai raconté lors de mon entretien radiophonique avec Nawaz Noorbux relevait de conversations authentiques que j'ai eues avec elles.

Par contre, la population s'attend à ce qu'une ministre responsable dise des choses plus sensées, qu'elle prenne les actions qu'il faut pour contrer la crise du coût de la vie, et qu'elle s'attaque à la racine du problème au lieu de se contenter de prodiguer des soins palliatifs.

Cela dit, je ne cautionne pas le vitriol déversé sur elle sur les réseaux sociaux. Je ne pense pas que ce soit digne d'une société qui respecte les hommes et les femmes.

Q : Quel constat faites-vous de la situation actuelle dans le pays ?

56 ans après l'indépendance, *many things may have been broken in our country and in our society.* Notre modèle économique ne marche plus. Notre production et notre exportation ne sont pas suffisantes. Il y a un manque cruel d'innovation. Nous sommes entraînés dans un modèle de consommation qui n'est pas soutenable pour un pays comme le nôtre.

Sur le plan social, il y a trop de laissés-pour-compte, ce qui n'est pas bon pour l'harmonie sociale. Le développement économique doit être inclusif. Chaque citoyen doit sentir qu'il a eu sa part du gâteau.

Q : Quelle vision avez-vous justement pour le pays ?

Permettez-moi d'abord de vous énumérer les valeurs qui me tiennent profondément à cœur : l'intégrité, le dur labeur, et la confiance. Nous vivons à une époque où les gens sont de plus en plus exigeants, et à juste titre. Ils ne réclament que la transparence, la redevabilité (*accountability*) et l'intégrité.

Mais au lieu de critiquer les politiciens et les dirigeants politiques, nous devons d'abord commencer à nous remettre en question. Faisons une introspection et voyons si nous épousons et reflétons nous-mêmes les valeurs que nous attendons des autres.

L'autre problème majeur est l'éducation. Notre système éducatif n'est pas adapté aux besoins de l'île Maurice d'aujourd'hui et de demain. Nous éduquons et formons nos enfants uniquement pour qu'ils réussissent aux examens, et non pas pour qu'ils développent des capacités d'analyses ou des compétences nécessaires pour pénétrer le marché du travail. Ils n'ont pas d'expérience réelle de la vie et puisqu'ils sont cloîtrés dans le cocon familial, leur adaptation à la vie est différente de celle de notre génération.

La drogue est dévastatrice et tue davantage nos jeunes, d'autant que la drogue est désormais présente dans les établissements scolaires, y compris les écoles primaires. Comment protégeons-nous nos enfants ? Nous avons une génération perdue. Notre petite île est entourée par la mer, mais comment protégeons-nous nos côtes ? Nous devons nous engager à sortir des sentiers battus et de trouver des solutions.

Ensuite, l'éléphant dans la pièce, c'est notre population vieillissante, exacerbée par l'exode massif de nos citoyens, dans l'espoir d'un avenir meilleur ailleurs. 25 % de notre population sont âgés de plus de 60 ans. Ce pourcentage continuera d'augmenter d'ici 2030. L'interrogation principale demeure la suivante : d'où viendra notre main-d'œuvre, même si les gens continueront à travailler après l'âge de 60 ans ?

La liste est longue et *I can go on and on*. Mais ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'une vision pour l'avenir, voire pour les prochaines 10, 20 ou 50 prochaines années. Nous devons déterminer où nous voulons aller, et de quelles ressources nous aurions besoin pour y parvenir. Il nous faut un *roadmap*. Sans cette vision à long terme, nous resterons assis à nous plaindre de notre situation actuelle. Nous ne serons jamais proches de ce qu'est le Singapour d'aujourd'hui.

Q : Le public, du moins ceux que vous avez rencontré jusqu'ici, est-il conscient des enjeux actuels ?

Tout à fait ! Je suis même étonnée de leur raisonnement et prise de conscience. N'oublions pas que l'appel au changement vient de la nation mauricienne elle-même, sans oublier la diaspora. Comment donc le peuple peut-il ne pas être conscient de ces problèmes ? Ma décision, je

vous le rappelle, était en grande partie basée sur ce que je pensais être l'appel du peuple.

Q : Pensez-vous que l'alliance PTR-MMM, dont vous faites maintenant partie, correspond au changement que le peuple veut voir alors que le gouvernement ferait tout pour rester au pouvoir ?

Je n'ai absolument aucun doute que cette alliance convaincra le peuple de son engagement, en dépit de ses ressources limitées. Mais nous ne nous faisons pas d'illusions. La bataille sera rude. Ceux qui sont au pouvoir disposent, selon ce qu'on dit, de ressources financières conséquentes. Sans compter que les leviers d'État sont également entre leurs mains.

Mais de notre côté, nous avons une vision pour l'avenir. Nous apportons de l'espoir là où il y a le désespoir. Nous disposons d'une belle équipe de dirigeants émergents, qui épaulent les deux leaders de l'alliance de l'opposition, nommément Paul Bérenger et Navin Ramgoolam. Je garde aussi l'espoir que *Rezistans ek Alternativ* se joindra à cette équipe gagnante pour contribuer à la construction d'un avenir meilleur pour le pays, dans le même esprit que je l'ai fait, c'est-à-dire si on veut être percutant, il nous faut réunir les forces.

Ayant longuement discuté avec Paul Bérenger et Navin Ramgoolam en *one to one*, je suis convaincue qu'ils sont conscients du poids de la responsabilité qui pèse sur leurs épaules, soit celui de laisser un riche héritage aux générations futures.

Q : Vous avez évolué dans le secteur privé pendant de nombreuses années. Celui-ci est-il inquiet de la situation économique qui prévaut dans le pays ?

Il existe partout des préoccupations, ici ou ailleurs, parmi les grandes ou les petites et moyennes entreprises. Je rencontre de nombreux entrepreneurs, petits planteurs, professionnels, indépendants, dans les villages aussi bien que dans les villes, et ils sont tous en difficulté. La hausse des coûts paralyse leurs entreprises alors que la pénurie de main-d'œuvre est un défi quotidien. De nombreuses personnes quittent le pays, ce qui entraîne un énorme manque de main-d'œuvre.

Q : On dit que vous allez défendre le grand capital. Seriez-vous effectivement leur porte-voix ?

C'est une rhétorique *cheap* et populiste que certains ont commencé à propager parce qu'ils sont désespérés et ne trouvent aucun argument solide pour me critiquer. Ceux que j'ai côtoyés connaissent mon franc-parler et savent que je crois fermement aux entreprises qui créent des emplois et de la prospérité pour tous. J'estime que nous devons créer des emplois et de la richesse avant d'en assurer une répartition équitable.

Les petites entreprises constituent un élément important de notre microclimat économique et nous devons soutenir et faciliter leur croissance et leur expansion. Le grand capital est un slogan creux qui est souvent utilisé par des politiciens en période électorale pour dresser le peuple contre une section du secteur privé, avec une pointe subtile de communalisme pour rappeler des slogans qui remontent à la période avant l'indépendance. Mais ils oublient que l'éducation est gratuite depuis 1976 et que les gens ne sont pas stupides.

Q : Quelles grandes réformes économiques aimeriez-vous voir sur le plan économique ?

Comme je l'ai dit plus haut, nous devons d'abord définir notre vision stratégique à long terme, soit pour les prochaines 50, voire 60 années. Tout comme Singapour l'avait fait au moment de son indépendance et plus récemment pendant la Covid-19 lorsqu'ils ont créé Singapour 2030. L'Inde, par exemple, s'est fixé l'objectif d'être un pays à revenu élevé d'ici 2047, soit 100 ans après son indépendance.

Nous devons ensuite élaborer une feuille de route pour la concrétisation de cette vision. Elle doit inclure le modèle de développement économique que nous privilégions, la dimension sociale, les infrastructures urbaines, et les besoins en matière d'éducation et de formation. Notre modèle économique a évolué au cours du dernier demi-siècle. Nous ne bénéficions plus d'accords commerciaux préférentiels, qu'il s'agisse du sucre, du secteur manufacturier et d'exports, du textile ou des services financiers, comme c'était le cas auparavant.

Nous devons désormais se battre quasi seuls dans un monde qui a radicalement changé, que ce soit en termes de géopolitique, de puissances économiques mondiales ou d'impact transformationnel de la technologie. Si nous ne nous réinventons pas, nous serons laissés pour compte. Et cela, nous ne pouvons pas nous le permettre.

Q : Pensez-vous que ce sera une tâche facile de les mettre en place même si un nouveau gouvernement est élu ?

Ne nous faisons pas d'illusions. Ce ne sera pas une tâche facile et cela prendra certainement du temps. Basée sur mon expérience personnelle, j'ai la ferme conviction que si nous partageons cette vision commune d'un avenir meilleur, si nous restons continuellement concentrés sur cette vision face à toute adversité ou revers qui pourrait surgir, si nous restons positifs et regardons vers l'avenir et si nous travaillons sans relâche, l'avenir nous appartiendra.

L'alliance PTR-MMM dispose d'une formidable équipe de personnes talentueuses et expérimentées qui concrétisera cette vision de l'avenir. Si je n'y croyais pas, je n'aurais pas rejoint cette équipe.



Basoodeo Seetaram : Entre affaires et politique, une proximité qui fait débat

Une nouvelle fois, Basoodeo Seetaram fait parler de lui pour une potentielle implication dans une affaire pour le moins controversée. Le nom de l'homme d'affaires est mentionné dans un affidavit de Vishal Shibchurn, pompier suspendu de ses fonctions et soupçonné d'avoir commis divers délits pour lesquels il est actuellement en détention préventive. Ce document, juré le mercredi 31 juillet à la prison de la Bastille à Phoenix en présence de l'avoué Me Pazhany Rangasamy, concerne l'affaire de la mort de Soopramanien Kistnen.

Vishal Shibchurn y fait état d'une rencontre entre Manan Fakoo, victime d'un meurtre en 2021, et Bassoo Seetaram dans la voiture de celui-ci à Vacoas, en sa présence. Il évoque une commission s'élevant à Rs 25 millions, dont seulement Rs 1 million aurait été payée aux meurtriers présumés de Soopramanien Kistnen par le biais de Manan Fakoo. Selon ce témoignage, les assassins de Kistnen feraient pression pour obtenir le reste du montant. Les noms de Yogida Sawmynaden et Kobita Jugnauth y sont également été cités.

Bassoo Seetaram a promptement réagi suite à cet affidavit et a consigné, le 1^{er} août dernier, une déposition au CCID pour faux affidavit. Mais ce qu'il faut surtout souligner, c'est que le nom de cet homme d'affaires est souvent mentionné et associé avec *Lakwizinn*. En faisant partie de ce cercle restreint, il se serait attiré pas mal de faveurs, dont des contrats juteux qu'il aurait décrochés. D'après Sherry Singh, ancien proche du pouvoir en place, l'homme d'affaires occuperait une position prépondérante parmi ceux qui « *pé fer enn travay enorm dan lomb* ». Il l'a ainsi décrit comme un expert du « *business poisson* », et qualifié de « *garde du corps privé* » du chef du gouvernement. En outre, il a affirmé que Seetaram aurait exercé des pressions sur des cadres de Mauritius Telecom suite au soutien exprimé par certains employés envers l'ancien PDG lors de son départ. Bras droit de Pravind Jugnauth pendant

plus de vingt ans, Seetaram est décrit par diverses sources au sein du MSM, comme quelqu'un prêt à « *prendre une balle pour Pravind Jugnauth* ».

Contrats et permis lucratifs

A travers une des compagnies dont il est le directeur, *Tripod Fish Ltd*, Basoodeo Seetaram a décroché plusieurs gros contrats de fourniture de poisson depuis sa création. Cela a régulièrement le cas de 2004 jusqu'en 2009, et de nouveau en décembre 2014, et cela, parfois même lorsque le MSM n'était pas au pouvoir. Sauf que ce dernier était alors en alliance avec le Parti travailliste, donc sa justification pour écarter tout favoritisme ne semble pas vraiment tenir la route. En octobre 2023, *Tripod Fish Ltd* a obtenu un contrat d'un an pour la livraison de thon tranché, nettoyé et congelé à la police, d'une valeur totale de Rs 3 039 600.

Une autre de ses compagnies, *KS Business Co. Ltd*, a décroché un contrat de transport du personnel de la *Mauritius Duty Free Paradise* (MDFF) suite à un appel d'offres en 2016. Son épouse a été recrutée par cette même compagnie en 2016, avant que celle-ci ne licencie une vingtaine d'autres employés. Une troisième compagnie, *Aventimes Co. Ltd*, a décroché, pour sa part, un permis de tour opérateur de la *Tourism Authority* en janvier 2016.

Seetaram a pourtant affirmé, dans une interview de *l'Express* en date du 5 juillet 2017, que son succès serait le fruit d'un parcours difficile et d'offres compétitives, et non de relations privilégiées. Il se décrivait alors comme un simple ami du Premier ministre, passionné de politique. Toutefois, au regard de son passif, des questions se posent sur les relations entre le monde des affaires et la sphère politique à Maurice.



Présence troublante sur le Wakashio

La présence de Bassoo Seetaram sur le MV *Wakashio* demeure, à ce jour, un grand mystère. Personne ne comprend ce qu'il y faisait. D'ailleurs, l'activiste Bruneau Laurette avait fait une demande formelle à la commission d'enquête sur le naufrage du MV *Wakashio* pour que le Premier ministre, Pravind Jugnauth, les ministres Kavy Ramano et Sudeer Mauhoo, ainsi que le commissaire de police, Khemraj Servansing, soient convoqués. C'était lors de sa déposition devant cette commission visant à faire la lumière sur les circonstances de l'échouement du MV *Wakashio* dans la nuit du 25 juillet 2020 au large du Sud-Est de Maurice, soit à Pointe-D'Esny.

Le 20 septembre 2020, à l'occasion de la célébration des 120 ans de Sir Seewoosagur Ramgoolam et des 100 ans de Sir Satcam Boolell par le Parti Travailliste, le Dr Navin Ramgoolam avait, lui aussi, soulevé cette question troublante. Le leader des Rouges avait exprimé son incompréhension face à la présence de Bassoo Seetaram sur le *Wakashio* après que ce dernier se soit échoué. En effet, à l'époque, des rumeurs circulaient sur le fait qu'une personne, à qui de la drogue – si drogue il y avait – était destinée, s'était rendue sur le bateau peu de temps après le naufrage. Une vidéo en faisant état de cela circulait sur les réseaux sociaux.

Ces multiples allégations et controverses entourant Basoodeo Seetaram soulèvent des questions cruciales sur la transparence et l'intégrité dans la gestion des affaires publiques à Maurice. L'imbrication apparente entre intérêts privés et sphère politique, illustrée par cette affaire, met en lumière la nécessité d'un débat de fond sur les mécanismes d'attribution des marchés publics et les limites à poser dans les relations entre hommes d'affaires et politiciens. Alors que l'enquête sur l'affaire Kistnen piétine, ces nouvelles révélations ravivent les interrogations sur le fonctionnement de la justice et des institutions mauriciennes. L'évolution de ce dossier sera sans doute suivie de près par une opinion publique de plus en plus préoccupée par les enjeux de gouvernance et d'éthique en politique.



Photo tirée de la vidéo qui circulait sur les réseaux sociaux

Covilen Narsinghen:

« Nous proposons une réflexion approfondie sur le droit de vote des Mauriciens de la diaspora »

En séjour au pays, Covilen Narsinghen, président du 'Mauritius Global Diaspora' (MGD), est sur tous les fronts et de toutes les batailles. Il multiplie les rencontres, tantôt avec des Mauriciens de toutes les couches sociales, tantôt avec des dirigeants politiques. Le but : s'enquérir des préoccupations de ses compatriotes, tâter le pouls dans le pays, et finalement faire avancer certaines causes qui lui tiennent à cœur, dont le droit de vote des expatriés mauriciens. Il s'est livré à cœur ouvert avec nous...

■ Zahirah Radha

Q : Vous êtes à la tête de la 'Mauritius Global Diaspora' depuis sa fondation en 2021 et de Mauradio, une webradio visant à connecter Maurice à sa diaspora. Qu'est-ce qui explique votre engagement personnel, et aussi celui de tous ceux qui vous soutiennent dans cette démarche ?

La 'Mauritius Global Diaspora' a été fondée à la suite d'une réflexion sur l'injustice dont a été victime notre démocratie en 2019. Cette entorse aux règles du système électoral avait provoqué une telle levée de boucliers au sein de la diaspora et à Maurice que l'inaction n'était pas une option. La mission principale de notre ONG était et reste la préservation de notre démocratie menacée de tout bord par des agents anti-démocratiques et désormais carrément mafieux. Quant à *Mauradio*, c'est une radio dont l'objectif est de faire circuler l'information et la culture entre Maurice et sa diaspora pour un enrichissement mutuel. Indépendante, elle n'est pour autant pas dépourvue de valeurs et se propose aussi d'offrir une voix aux Mauriciens dont les libertés et droits civiques prennent des coups chaque jour qui passe.

Q : Pensez-vous que la diaspora a son mot à dire concernant la gestion du pays, sachant que jusqu'ici les expatriés n'ont pas le droit de vote ?

Je pense que la réponse est évidente. Toute personne qui porte Maurice dans son cœur et qui connaît le pays assez intimement a pour devoir de contribuer au débat. Ce serait de la folie d'exclure des centaines de milliers de compatriotes du processus démocratique. Et au nom de quoi finalement ? Au contraire, il nous est important de comprendre les effets de la mondialisation sur les identités. Aujourd'hui, les Mauriciens qui quittent le pays sont d'une génération

avec une forte identité nationale ou ce qu'on appelle un sens du mauricianisme. De plus, la technologie leur permet de s'informer en permanence de ce qui se passe au pays et de sa gestion. Ils visitent aussi le pays et contribuent en devises étrangères, sans compter les investissements et les milliards de roupies envoyés de l'étranger à leurs familles.

Dans cette logique, nous proposons en ce moment même une réflexion approfondie sur le droit de vote des expatriés mauriciens et bientôt, nous ferons circuler l'information sur les réseaux sociaux et dans la presse. D'ailleurs, j'aimerais rendre hommage à feu Loïc Ahnee qui nous a quitté récemment et qui était un soldat inlassable du droit de vote des Mauriciens de la diaspora.

Q : De quelle façon la diaspora mauricienne peut-elle contribuer au développement du pays ?

En plus de payer des impôts fonciers sur l'immobilier à Maurice, les Mauriciens vivant à l'étranger effectuent des transferts de fonds qui, selon les rapports de la Banque de Maurice, s'élèvent à au moins Rs 3 milliards par an. À cela s'ajoutent les transferts de fonds non-officiels sous forme de devises étrangères directement reversés aux familles restées au pays. Les citoyens vivant à l'étranger contribuent financièrement à l'économie locale (par l'envoi de fonds et les investissements immobiliers) et au bien-être des familles (par les dons directs). Il est indéniable qu'ils recherchent la prospérité de Maurice et qu'ils ne soutiendront pas des politiques

“
Il nous faut
repenser
l'économie
mauricienne
”

contraires aux intérêts nationaux.

Il convient de noter que deux phénomènes renforcent le poids et l'importance de ces contributions financières : les Mauriciens vivant à l'étranger sont désormais en lice pour les postes les plus prisés et ne se limitent pas aux emplois subalternes réservés aux immigrés comme

autrefois, augmentant ainsi leurs revenus potentiels. Simultanément, la classe travailleuse mauricienne, décimée par l'inflation, une économie en déclin et un climat des affaires qui s'est détérioré au cours de la dernière décennie, dépend de la diaspora pour vivre décemment.

Cette contribution ne se limite toutefois pas à des contributions matérielles. L'expérience, la sagesse et l'héritage de valeurs ne peuvent être sous-estimés, à tel point que certains pays comme la Chine, par exemple, valorisent ces citoyens « non-productifs » autant, sinon plus, que la main-d'œuvre productive. La diaspora, constituant une démographie qui a voyagé, éduquée et possédant une expérience internationale, injecte en permanence de nouvelles idées et de nouvelles expressions culturelles dans le paysage mauricien.

Les interactions de la diaspora et de la population locale ont définitivement influencé la culture,

la langue, l'économie et bien sûr le débat démocratique avant les élections, car ils représentent une démographie qui comprend bien les systèmes démocratiques et électoraux, vivant eux-mêmes souvent dans des démocraties avancées. Ils apporteraient une nouvelle perspective sur les problèmes mauriciens en s'appuyant sur leur expérience à l'étranger et seraient plus intéressés à soutenir des idées politiques qui promeuvent la bonne gouvernance et une politique fondée sur des valeurs (inclusion, diversité, méritocratie, transparence, responsabilité) plutôt que de soutenir les candidats selon leur profil ethnique.

Permettre à la diaspora de voter mettrait aussi fin à la « mentalité insulaire » des partis politiques et les inciterait à rechercher des idées et des propositions auprès de personnes compétentes et qualifiées de la diaspora qui ont intérêt au développement harmonieux du pays.

Q : Avez-vous eu l'occasion de discuter du droit de vote de la diaspora mauricienne avec des dirigeants politiques que vous avez sans doute eu l'occasion de rencontrer durant votre visite à Maurice ?

Effectivement, nous avons discuté du droit de vote des Mauriciens de la diaspora et je suis très reconnaissant envers le Dr. Navin Ramgoolam pour son ouverture d'esprit et sa vision inclusive de la diaspora dans la destinée du pays. Paul Bérenger a été tout aussi réceptif, car du haut de son expérience, il mesure certainement l'enjeu dont il est question.

Q : Qu'est-ce qui explique votre présence à la marche pacifique tenue par les associations tamoules pour protester contre la décision gouvernementale de reprendre le terrain initialement alloué à Réduit Triangle pour la construction du CCT ?

La bataille pour le terrain de Triangle Réduit continue. La MGD a été en fait l'un des premiers à tirer la sonnette d'alarme pour dénoncer une appropriation honteuse de terrains sur lesquels la culture mauricienne devait fleurir. Nous avons travaillé avec le leader de l'opposition d'alors pour dénoncer les actions du gouvernement. Nous avons aussi aidé à préparer la résistance sur le terrain avant que les hordes gouvernementales viennent chasser des citoyens dans leur bon droit. Ma participation à cette marche pacifique est donc une suite logique de mon action, en tant que lanceur d'alerte et organisateur.

Ma position a été constante depuis le début et elle se résume en une phrase : *Rann nou laterre*. Ni plus ni moins.

Q : Vous avez également été présent ailleurs sur le terrain. Quel constat faites-vous de la situation actuelle dans le pays ?

La situation économique est catastrophique. Personnellement, ma visite au pays me coûte une fortune juste pour mes nécessités de base. Les chiffres ne mentent pas de toute façon. Les prix s'enflamment et Maurice commence à ressembler à ces pays où la richesse ostentatoire d'un quartier détonne par rapport à la misère noire qui règne dans le quartier d'à-côté. Outre les soucis économiques, je note une forte hausse de l'insécurité. Personne ne se sent à l'abri de toxicomanes ou mafieux qui maraudent après la tombée de la nuit. Ajouté à cela, l'impossibilité de fonder une entreprise ou de progresser professionnellement sans un bon nom de famille ou un bon carnet d'adresse. Ce n'est pas surprenant que tous les jeunes et moins jeunes qui peuvent se le permettre quittent le navire pour l'étranger.

La mauvaise gestion du pays se fait sentir dans la rue. Le peuple souffre et il est très en colère.

Q : Quelles sont les préoccupations majeures des Mauriciens, selon vous ?

Encore une fois, la situation économique est au plus bas. Il faut se méfier. Ces grosses cylindrées qui grondent fièrement dans nos villes, les villas huppées et les restaurants pleins à craquer ne sont pas des signes de prospérité nécessairement. Jetez un coup d'œil au niveau d'endettement des Mauriciens. La dette publique et privée a atteint des sommets inquiétants. Tous les leviers financiers pour faire durer le manège ont été épuisés. Bientôt le château de sable s'effondrera et la crise économique qui s'abattra risque d'être l'une des plus violentes qu'on ait connues. Attachez vos ceintures, la descente sera rude lorsque les Mauriciens réaliseront qu'une fois le MSM à court d'idées pour épater la galerie, celle-ci s'effondra sur nos têtes et beaucoup d'entre nous ne s'en remettront jamais.

Q : Quels engagements un éventuel gouvernement doit-il prendre, selon vous, pour changer l'orientation sociale, politique et économique du pays pour un



Je crois en la vision holistique du Dr. Ramgoolam

avenir prospère ?

Je crois en la vision holistique du Dr. Ramgoolam. Récemment, nous avons discuté de l'extension du congé de maternité à un an pour toutes les Mauriciennes. Ce projet fait partie d'un éventail de solutions destinées justement à résoudre les

problèmes majeurs auxquelles font face notre pays.

D'abord, je suis pour une révision de la Constitution afin d'ajuster notre démocratie aux besoins du 21^e siècle. Certaines réformes constitutionnelles sont nécessaires pour redessiner un système électoral qui manque d'équilibre et de justice. Nous avons un gros souci, je pense, au niveau des infrastructures. L'île Maurice est congestionnée et les services de bases manquent. L'insécurité relève de la responsabilité - ou plutôt de l'irresponsabilité - du Premier ministre et ministre de l'Intérieur qui a perdu le contrôle des territoires de la République. La police, les agents et les membres du gouvernement sont désormais persona non grata dans certains quartiers qui ont souffert de leur négligence quasi criminelle.

La situation sociale est elle aussi désastreuse. Les Mauriciens veulent partir, ne fondent plus de famille et l'épidémie en ce qui concerne la santé mentale commence à peine. La situation économique finalement est en lambeaux. Il nous faut, je pense, repenser l'économie mauricienne. Je suis contre la politique néo-libérale du gouvernement qui graduellement vend Maurice à des individus ou entreprises infréquentables. La privatisation à outrance, même de nos plages aujourd'hui, est tout simplement inacceptable.

India National Day Message 2024

Dear High Commissioner, Dear Singla Ji,

India and I were born in the same decade when Gandhi launched the campaign of disobedience in Bombay. What a fabulous seven-decade journey for me which started when the great Jawaharlal Nehru made his historic speech on India's tryst with destiny, and which is considered the greatest of the 20th century! When reminiscing of India's history, one cannot do justice to its memory as it is as vast as its geographical size and the diversity of its people, its languages, its climate, its dress and its culture.

You are a land where everything is possible because of your dynamism and your being a place of fabulous cultural creation. Travelling from Bombay airport to the city centre, one can feel the rapidity of your transformation with the high rise and the disappearance of the shanty towns. The new roads, railway lines, the bullet trains, the state-of-the-art industries, your foray into space, all speak of a country moving forward. And this city is also the cradle of Bollywood, which produces the largest number of films in the world and which ushers India into Cannes. One should pay homage to the great Indian families like Tata and Ambani, not to mention the big crop of Indian CEOs, who are your economic drivers and who have created the multinationals that have proliferated throughout the world and created vast riches for its well-being. Those economic engines have ushered your country in the top league of leading nations. May your quests for improving your rank among the most developed economies be realised.

We Mauritians, take pride that we enjoy the status of the most-favoured nation and we benefit from your generosity; the level of your investment here keeps increasing so fast that it is not possible to state a figure. And as spoilt children, we shamelessly say "give some more". Your friendship gives us a reassurance in this troubled world that we are not walking alone. So, give us the best you have in science and technology as they will liberate humanity from the shackles of poverty and its attending pitfalls. Allow our partnership to surpass economic exchanges and bring it to a higher level to create a better living environment and give a new definition of bilateral co-operation that can be used as a template to the world. I say this because humanity shares a common history and a common vision for the future of the world... that of eliminating poverty, reducing inequality, promoting democracy, and fostering the ambition of becoming a great nation [and for Mauritius as a great small country].

Alif Society, as a long-time friend of your mission here, would like to thank you for your attentive ear to our concern and your readiness to meet us. You never tire of working. I understand you have a knack for burning the midnight oil. As a friend,

I would remind you of an age-old wisdom: hard work has never killed a man or a woman. But please, don't try. As a representative of your great country, you are tirelessly promoting an all-weather India-Mauritius relationship. May you succeed for the benefit of humanity. If I had a melodious voice, I would have loved to sing VASUDHAIVA KUTUMBAKUM, the creed of India, which is to be kept alive at all costs. Long live Mauritius-India friendship. Jai Hind. Jai Mauritius.

■ Dawood Auleear



Alfred Hitchcock must from other abode feel cheated.

Such a script!

In print a best seller, on Netflix too.

In real time, real life this is the biggest embarrassment worldwide for our tiny supposedly democratic REPUBLIC.

A nation young, multi-coloured, multicultural a toddler still inspiring to learn her national IDENTITY.

Yet kids follow peer norms as mum worldwide knows.

Kids are taught ancestral humane values usually.

Something has gone very wrong in PARADISE.

56 years it has taken Mauritius to forget their disconnect, as mostly enslaved coolies/ maroons.

My forefather was an interpreter from Calcutta.

The KISTNEN tragedy is detrimental to MAURITIUS.

Should we be not living this TRAGIC episode as we are, it could have been a comedy of errors.

The KISTNEN case proves a collapse of the vertebrae of MAURITIUS.

A paralysed police force

A paralysed forensic police

A paralysed justice system.

This is PARADISE 2024.

Well, what is hell, I wonder?

The democratic WORLD cries!

■ Dr Anil Banymandhub

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Agissons contre la torture dans les prisons israéliennes

En réponse à l'appel lancé le 3 août dernier par le chef de la Commission des droits des détenus en Palestine, la plateforme BDS appelle les activistes et militants des droits humains à faire entendre leur voix pour dénoncer et initier des actions concrètes visant à mettre fin à la torture des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes, à la détention abusive de femmes et d'enfants, ainsi qu'à la détention administrative. Israël doit être tenu responsable de ses crimes commis dans les prisons et les camps de détention.

La plateforme BDS demande au gouvernement mauricien de rompre ses relations diplomatiques avec Israël et de se joindre à la plainte de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice.

BDS affirme qu'il est du devoir de tous de prendre conscience des atrocités que commettent les sionistes à l'encontre de prisonniers Palestiniens détenus arbitrairement dans les prisons et les camps de détention en Israël, et de dénoncer celles-ci, en vue de conscientiser l'opinion internationale. La machinerie de la brutalité et des tortures dans le secret des prisons israéliennes doit être révélée au monde entier.

Suite à l'action du Hamas, le 7 octobre dernier, Israël a orchestré la suppression de la nourriture, de l'eau et du carburant à Gaza, tout en déclenchant le génocide. En parallèle, le ministre d'extrême-droite des Affaires intérieures a déclenché sa propre guerre contre les prisonniers politiques Palestiniens en déclarant une nouvelle politique de « surpeuplement ».

Depuis, l'armée israélienne et les services de sécurité ont procédé à des arrestations de masse, portant le nombre de citoyens détenus en Cisjordanie et à Jérusalem-Est à 9 800. Au moins 335 femmes et 680 enfants ont été détenus

arbitrairement. Plus de 3 400 ont été mis en détention administrative, permettant aux sionistes de les détenir indéfiniment sans aucune charge, un nombre jamais égalé depuis 1967. Parmi eux, se trouvent 22 femmes et 40 enfants.

Les autorités des prisons ont drastiquement réduit les rations de nourriture et d'eau, tout en fermant les cantines où les prisonniers pouvaient s'approvisionner. Elles ont aussi réduit la fourniture électrique et le temps alloué pour utiliser les toilettes. Les prisonniers n'ont plus le droit de prendre une douche, ce qui a occasionné des maladies cutanées.

Même la Cour Suprême israélienne a décrété que l'utilisation de la nourriture comme une arme était inacceptable.

Dans un nouveau rapport de 118 pages, l'ONG B'Tselem a conclu qu'il s'agissait de crimes de guerre et de crime contre l'humanité. Ces tortures ont entraîné la mort de 60 détenus en dix mois.

Intitulé « *Welcome to Hell* », ce rapport énumère les supplices infligés aux prisonniers palestiniens. Ceux-ci ont été soumis à des actes de violence sévère et arbitraire, d'agressions sexuelles, d'humiliation et de dégradation, de privation délibérée de nourriture, de conditions d'hygiène forcée déplorable, de privation de sommeil, d'interdiction de prier ou de punitions pour prier, ainsi qu'à la privation de traitements médicaux adéquats.

L'utilisation de la torture, dont le viol et le passage à tabac, est courante. Il y a aussi eu des rapports choquants de gardes de prison urinant sur des prisonniers, de torture par choc électrique et d'utilisation de chiens pour des agressions sexuelles. Des prisonniers ont aussi été utilisés comme des boucliers humains lors d'affrontements à Gaza.

Selon un récent rapport du quotidien hébreu Haaretz, 84 prisonniers sont décédés dans les centres de détention. Des détenus




ont aussi subi, sans anesthésie, des amputations, suite au maintien de menottes même quand ils dorment ou reçoivent des traitements.

Il faut savoir que les crimes contre les Palestiniens n'ont pas commencé le 7 octobre 2023, mais s'inscrivent dans la continuité d'un processus systématique de nettoyage ethnique, de déplacement forcé et d'apartheid.

C'est pour toutes ces raisons, soutient BDS, que le monde devrait protester de manière collective contre les crimes et les lois de l'occupation israélienne, et réclamer aux gouvernements d'exécuter leur devoir légal pour prévenir de tels crimes à l'avenir. La communauté internationale devra rappeler à l'occupation sa responsabilité en lui imposant un embargo d'armes, en prenant des sanctions économiques et en suspendant son statut de membre de l'ONU.

BDS lance un appel aux Imams et aux Khateeb pour qu'ils consacrent leur prochain prêche à ce sujet.

■ Mosadeq Sahebdin



DOHA ACADEMY
of
TERTIARY STUDIES
MAURITIUS

Institution Registered and Courses Accredited by HEC Mauritius

INTAKE
AUGUST
2024

ENROL NOW

BA (Hons) Usuluddin (Islamic Studies) with Multimedia - 4 years

Eligibility: Either Islamic Studies or Arabic at HSC Level

BA (Hons) Arabic - 3 years

Eligibility: Either Arabic or Islamic Studies at HSC Level with Knowledge of Arabic

Apply by: 10th Aug 2024

Contact us: ☎ 696 2518 / 5728 0933 ✉ datsoffice@doha.ac.mu

🌐 www.dats.ac.mu 📍 Giquel Street, Eau Coullée, Curepipe

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Dispute and Reconciliation



By Bashir Nuckchady

All over the Muslim world, two rival groups are always in conflict: One attracts highly educated people who believe in reason and logic, but care little for religion, while the other consists of largely uneducated people who hold fanatically to certain beliefs and try to impose them on others.

Definitely, these two groups with widely different attitudes to religion exist. These have been there since the very early days of human existence. The noble prophets and those who have followed them on the same route try to bring the message of faith home to people, hoping that they will respond positively to the call to believe in the Oneness of Allah.

On the other hand, there are those who are opposed by people who prefer to follow what they feel to be their interest, paying no regard to the divine guidance and caring little for the teachings of prophets and the guidance of God, Almighty. This has always been the case, and it will continue to be so, until the end of human life.

Used to faith attracts mostly the highly educated who rely on reason and logic. They either prefer not to study religion with the sort of seriousness they attach to other matters. They prefer to satisfy immediate pleasures and they feel that their position will be threatened by religion. They simply do not respond to the challenge of the divine message to use their reason and logic in evaluating the truth advanced by the divine faith. There was a time when a higher proportion of educated people seemed to move away from religion, but if you look at the historical circumstances that led to this situation, you are bound to conclude that this was the result of the alien system of education that was devised by the colonial authorities in most Muslim countries.

The colonial powers were able to impose their will over most of the Muslim world, after a long period of

decline throughout the Muslim areas. But when that phase was over, and education moved towards being universal, more and more educated people found no difficulty in making a happy match between education and religion. Indeed, it is the divine faith that calls on people to use their reason and logic, because when they do that, they can easily recognize the truth of the Oneness of God and the validity of the divine message. In the history of Islam, there was no time when a conflict took place between enlightened education and scientific findings on the one hand, and Islam on the other. Indeed, the two stand always hand in hand. It is true that there are people who claim to be religious and try to impose their ideas on others. Such people have not learned Islam well. They do much damage to the cause of Islam. They are rarely aware of its fundamental principle to respect individual freedom. Islam advocates that freedom of thought, belief and expression as a basic right of all human beings. Fanaticism is alien to Islam and it will always remain so.

These days, Muslims look down upon each other. Each considers the other as inferior and many groups go to the extent of denouncing each other.

The Prophet (sa.w) says: *“Do not hate each other and do not envy one another, and do not turn your back on each other. Servants of Allah, be always brothers. It is not lawful for anyone to boycott his brother for over three nights. They may meet and each of them turns his face away. The one who is first to greet the other is the better one of the two of them.”*

This Hadith shows how much importance Islam attaches to the brotherhood of Muslims and how it discourages any action that tends to weaken the bond of brotherhood. That means that it is permissible, although by no means encouraged, for two Muslims not to be on speaking terms for a shorter period. This should be understood as a concession which is given in view of what quarrels may take place between people who are otherwise good Muslims. It is only natural for a human being to get angry at times and to allow his anger to get the

better of him. This may lead to an estrangement or a boycott between them. Muslims who find themselves in such a situation are allowed three days to let their tempers cool down.

Quarrels, which result from long harbored hate or envy will take much longer to mend. However, we are commanded by the Prophet not to entertain such feelings for any length of time against fellow Muslims. Perhaps it should be added here that when a person fears that his continued relationship with a particular person is bound to cause him harm, whether in respect of his worldly interest or in respect of his fulfillment of his Islamic duties, he will be right not to maintain a very close relationship with that person. He need not boycott him altogether, but he may keep him at arm's length. Sometimes when a quarrel takes place between two people, they regret it and both of them are eager to mend the relationship, but they cannot bring themselves to start the process of reconciliation.

The Prophet encourages us not to allow such a consideration to stop us from doing what is right. It is not easy for people to overcome their ego and bring themselves to greet a person with whom they have quarreled, especially when they genuinely feel hurt that the other person was totally in the wrong. But it is this particular attitude which the Prophet wants to play down so that it does not prevent Muslims from making things up after they have quarreled.

So, the overriding criterion for a Muslim is what to do in order to earn Allah's pleasure and receive more reward from Him.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

La grande valeur du Tawakkul (confiance) en Allah

Le terme « tawakkul » provient de la racine arabe (wakala), qui signifie confier, déléguer ou remettre quelque chose à quelqu'un. Ainsi, le Tawakkul consiste à confier toutes nos affaires et préoccupations à Allah, et à Lui demander Son aide dans tous les aspects de notre vie.

Dans le Saint Qur'aan, Allah mentionne les croyants quand il évoque la pleine confiance que l'on doit avoir en Lui. Par exemple :

« Les vrais croyants sont ceux dont les cœurs frémissent quand on mentionne Allah. Et quand Ses versets leur sont récités, cela fait augmenter leur foi. Et ils placent leur confiance en leur Seigneur. » [S8 : V2]

« Car, c'est en Allah que les croyants doivent placer leur confiance. » [S3 : V122]

« ...puis une fois que tu t'es décidé, confie-toi donc à Allah, Allah aime, en vérité, ceux qui Lui font confiance. » [S3:V159]

« A Allah appartient l'Inconnaissable des cieux et de la terre, et c'est à Lui que revient l'ordre tout entier. Adore-Le donc et place ta confiance en Lui. Ton Seigneur n'est pas inattentif à ce que vous faites. » [S11 : V 123]

Un homme dit : « Ô Messager d'Allah ! Dois-je attacher mon chameau et avoir confiance en Allah, ou dois-je le laisser sans entrave et avoir confiance en Allah ? » Le Prophète (SAW) répondit : « Attache-le et fais confiance à Allah. »

Ce Hadith montre que le Tawakkul ne signifie pas abandonner nos responsabilités mais plutôt prendre toutes les précautions nécessaires (les efforts à réaliser de la part du croyant) tout en mettant notre confiance en Allah pour le résultat. Cela démontre que le Tawakkul implique un équilibre entre la foi

et l'action, tout comme l'explique encore ce prochain Hadith :

D'après Hazrat 'Umar Ibn Al Khattab (R.A), le Prophète (SAW) a dit : « Si vous placiez votre confiance en Allah comme il se doit, Il vous donnera certes votre subsistance comme Il la donne à l'oiseau qui part le matin le ventre vide et revient le soir le ventre plein. » [Tirmidhi]

Pour vivre pleinement le Tawakkul, il est nécessaire de mettre en pratique certains principes dans notre vie quotidienne :

- Se rappeler constamment d'Allah : Le Dhikr d'Allah, ou la mention d'Allah, est essentiel pour garder Allah à l'esprit en toutes circonstances et réaliser que tout ce qui nous arrive provient de Lui. Le Rappel constant d'Allah permet de renforcer cette confiance en Allah.

- Faire preuve de patience : La patience est une vertu très importante en Islam, et elle est étroitement liée au Tawakkul. En effet, faire preuve de patience signifie accepter les épreuves envoyées par Allah et avoir confiance en Lui, reconnaître qu'Il sait ce qui est mieux pour nous, reconnaître qu'Il est Capable de tout. Le croyant reconnaît ainsi qu'Allah est Capable de nous apporter une issue favorable. Le résultat de nos efforts est parfois quelque chose qui nous échappe d'où l'intérêt de faire montre de patience lorsque l'on a pleinement confiance en Allah.

- Mettre en pratique la gratitude : exprimer notre gratitude envers Allah pour Ses bienfaits est un moyen important de montrer notre confiance en Lui.

- Dépendre uniquement d'Allah : Comme le bédouin qui devait attacher son chameau, nous devons certes faire des efforts pour

obtenir le résultat souhaité.

Cependant, nous ne devons pas nous fier à nos seuls efforts, mais plutôt dépendre uniquement d'Allah. C'est ça le Tawakkul. Quand Hazrat Ibrahim (AS) allait être jeté dans le feu, Hazrat Jibraeel (AS) lui proposa son aide mais il refusa en disant que son Créateur était au courant de sa situation et viendrait certainement le secourir. Il est permis (Jaiz) d'avoir recours à des intermédiaires mais nous voyons que son Tawakkul sur son Créateur était si grand qu'il n'avait aucun doute qu'Allah allait le secourir, et ainsi le feu devint doux pour lui.

- Faire des efforts sincères : le Tawakkul implique un équilibre entre la foi et l'action. Ainsi, nous devons toujours donner le meilleur de nous-mêmes pour atteindre nos objectifs tout en ayant confiance en Allah pour le résultat.

En somme, le Tawakkul est un aspect fondamental de la foi en Islam et représente une confiance totale en Allah. Il est essentiel pour les musulmans de cultiver cette confiance à travers la lecture du Coran, la connaissance des Hadiths et la mise en pratique des principes mentionnés ci-dessus.

En adoptant pleinement le Tawakkul, nous pouvons vivre notre vie avec sérénité et accomplissement, sachant que toutes nos affaires sont entre les mains d'Allah, le Tout-Puissant et le Soutien Infini.

■ **Abdus Saboor Mohamed Saleh**

Les vertus de Surah Jumu'a

On appelle cette Surah Jumu'a parce que dans c'est dans cette Surah qu'il y a l'ordre d'accomplir la Salat Jumu'a. Selon un Hadith rapporté par Hazrat Ibn 'Abbas (R.A), le Prophète (SAW) avait l'habitude de réciter la Surah Jumu'a et la Surah Munafiqoon le vendredi. Et d'après le Tafsir Rouhoul Ma'ani, pendant la Namaz Esha du vendredi aussi, le Prophète (SAW) avait l'habitude de réciter les Surah Jumu'a et Munafiqoon.

Une fois, Hazrat Abu Hurayra (R.A) a récité la Surah Jumu'a dans la première rakaate de Salaatul Jumu'a, puis dans la deuxième rakaate il a récité Surah Munafiqoon. Hazrat Ibn

'Abbas (R.A) lui a dit : « Vous avez lu les deux mêmes Surahs que Hazrat Ali (R.A) avait l'habitude de réciter les vendredis à Kufa. » Alors Hazrat Abu Hurayra (R.A) a répondu, « J'ai entendu le Noble Prophète (SAW) réciter ces deux Surahs les vendredis. » [Muslim Shareef]

Réciter la Surah Jumu'a 11 fois le vendredi rapporte énormément de récompenses et fait tellement plaisir à Allah qu'il fait augmenter par 10 fois les bonnes actions dans le registre des actions de la personne.

Cette Surah possède aussi la qualité d'éteindre l'animosité entre deux personnes. Par conséquent, s'il y a des désagréments ou des conflits dans un couple alors l'un des deux doit le vendredi après Namaz Fajr réciter la Surah Jumu'a 3 fois, puis demander Du'a avec Allah puis souffler sur de l'eau. La personne doit elle-même boire cette eau et aussi faire boire

son conjoint ; In sha Allah tous les conflits seront dissipés et l'harmonie règnera à nouveau dans le couple.

Cette action doit être répétée pendant 7 vendredis consécutifs.

Si une personne n'arrive pas à être ponctuel que ce soit au travail ou dans toute autre chose, il doit alors réciter la Surah Jumu'a après Namaz Assr chaque jour et ce pendant 40 jours. In Sha Allah, il deviendra ponctuel dans toutes ses démarches et même dans sa Salaat, il constatera une amélioration de sa ponctualité.

Pour avoir une augmentation des revenus, il faut réciter la Surah Jumu'a 3 fois après Namaz Tahajjud et faire cette action pendant 41 jours. In Sha Allah, les entreprises bloquées vont redémarrer et la personne verra des facilités à obtenir des revenus.

■ **A.S.M.S**

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Bournemouth est en pourparlers avancés pour recruter Julián Araujo de Barcelone pour un transfert permanent



Le montant de la transaction s'élève à environ 10 millions d'euros, comme l'a révélé Toni Juanmarti. Le Barça demande également une clause de rachat, mais les négociations sont toujours en cours. Araujo pourrait partir, le Barça envisage toujours à João Cancelo en défense.

C'EST PARTI ! La Fiorentina est d'accord pour signer David de Gea, le feu vert est donné



Contrat conclu verbalement jusqu'en juin 2025 et option pour une saison supplémentaire avec voyage et visite médicale réservés.

Marché conclu par les agents espagnols Jose Lorenzo, Jose Carlos, les intermédiaires italiens GG11 avec la Fiorentina. De Gea, prêt à revenir après avoir quitté Man United

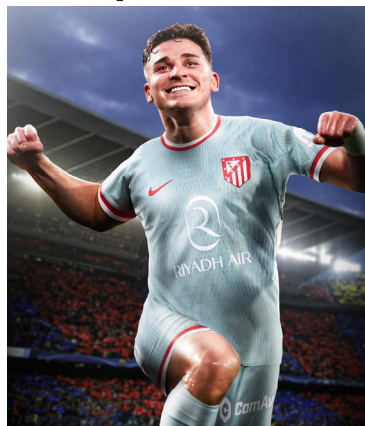
BREAKING : Pepe a annoncé sa décision de prendre sa retraite du football professionnel !

878 matchs, 37 trophées, l'un des meilleurs défenseurs...

...n'a jamais abandonné, même à 41 ans.



L'Atletico Madrid a prévu que Julián Álvarez prenne un vol privé dimanche !



Les tests médicaux sont programmés pour lundi, puis il signera un contrat de cinq ans à l'Atleti avec son agent Fernando Hidalgo. Diego Simeone est déjà en contact direct avec Julián.

C'EST PARTI ! Chelsea accepte de signer le GK Belge Mike Penders de Genk

Considéré comme le potentiel nouveau Thibaut Courtois, Penders signe un contrat à long terme à Chelsea pour un montant de 20 millions d'euros. Penders restera à Genk sous forme de prêt jusqu'en juin 2025. Prochaine étape pour Chelsea : Gabriel Mec, Gremio, 2008



Ten Hag sur les prochaines recrues de United : "Nous savons ce que nous faisons".

«Nous sommes dans une bonne position avec l'équipe et il suffit d'attendre... patience et au bon moment, nous vous le dirons».

La justice américaine enquête sur la candidature rejetée d'Andretti

La Formule 1 est désormais officiellement sous enquête aux États-Unis, après le refus d'accueillir Andretti Cadillac comme onzième écurie du plateau.

Propriétaire de la Formule 1, Liberty Media fait désormais officiellement l'objet d'une enquête instruite par le département de la Justice des États-Unis, équivalent du ministère de la Justice outre-Atlantique. C'est l'entreprise américaine qui l'a elle-même confirmé jeudi, précisant que la Division Antitrust de l'US Department of Justice menait des investigations. Ces dernières portent sur le refus par la F1 d'accepter l'engagement d'une onzième écurie, malgré la validation du dossier porté par Andretti et General Motors (via Cadillac) quelques mois auparavant par la FIA. Le tandem a franchi tous les écueils jusqu'au dernier, qui consistait à avoir le feu vert de la discipline, aussi bien de ses dirigeants que de ceux des dix écuries déjà présentes.

La F1 a estimé qu'Andretti aurait du mal à être suffisamment compétitif à moyen terme et que cette nouvelle équipe n'apporterait pas de plus-value commerciale au championnat. Les écuries, elles, se sont montrées réticentes à l'idée de partager les revenus en comptant une part de plus, et ce malgré le paiement de



la somme anti-dilution de 200 millions de dollars dont la structure américaine était prête à s'acquitter. PDG de Liberty Media, Greg Maffei a assuré que son entreprise allait «coopérer pleinement» avec la justice américaine, avec la conviction de démontrer que la F1 n'avait enfreint aucune règle sur le territoire américain.

«En ce qui concerne Andretti, comme vous l'avez vu ce matin, nous avons annoncé qu'il y avait une enquête du Département de la Justice», a-t-il déclaré lors d'un échange avec des analystes commerciaux de Wall Street. «Nous avons l'intention de coopérer pleinement avec cette enquête, y compris avec toute demande d'information qui serait requise.» «Nous pensons que notre décision, la décision de la F1, était conforme à toutes les lois antitrust américaines en vigueur,

et nous avons détaillé les raisons de notre décision vis-à-vis d'Andretti lors de déclarations antérieures.»

Greg Maffei a profité de cette occasion pour assurer que la Formule 1 restait ouverte à l'idée d'accueillir une écurie supplémentaire si toutes les conditions fixées auparavant étaient remplies. «Nous ne sommes certainement pas opposés à l'idée, ou à penser que tout élargissement serait une mauvaise chose», a-t-il redit. «Il y a une méthodologie pour cela, qui requiert l'approbation de la FIA et de la F1, et les deux groupes doivent être satisfaits des critères. Nous sommes certainement ouverts à ce que de nouveaux arrivants soumettent leur candidature et à ce qu'elle soit potentiellement approuvée si les exigences requises sont remplies.»

Affaire Horner : l'appel visant le directeur de Red Bull rejeté

Un deuxième avocat missionné par Red Bull a blanchi Christian Horner des accusations de comportement inapproprié qui pesaient contre lui.

Après avoir pollué le début de saison de l'écurie Red Bull, l'affaire Horner était quelque peu retombée ces dernières semaines, sans toutefois faire disparaître les tensions internes. La direction de l'écurie avait néanmoins pris la décision collégiale de mettre la discorde de côté afin de se concentrer intégralement

sur le championnat, la domination de Max Verstappen et de son équipe étant peu à peu mise à mal par le retour de la concurrence.

Cependant, tout n'était pas réglé concernant le volet de l'enquête interne, commandée par la société Red Bull GmbH en février dernier. Un avocat indépendant avait été engagé à la suite d'accusations



d'une employée de Red Bull Racing contre Christian Horner, à qui elle reprochait un «comportement inapproprié».

Après quelques semaines, cette enquête avait innocenté le directeur de l'équipe championne du monde en titre. Toutefois, l'accusatrice avait exercé son droit de faire appel, lequel n'a finalement pas abouti. C'est ce qu'a indiqué la société Red Bull ce jeudi. «Au début de l'année, une plainte déposée contre Christian Horner a fait l'objet d'une enquête», rappelle l'entreprise autrichienne. «La plainte a été traitée dans le cadre d'une procédure en nommant un avocat indépendant,

qui a rejeté les accusations. La partie plaignante a exercé son droit à faire appel, qui a été examiné par un nouvel avocat. Toutes les étapes de la procédure d'appel sont désormais terminées, et le résultat final est que l'appel n'est pas maintenu.»

«Les conclusions de l'avocat ont été acceptées et adoptées par Red Bull. La procédure interne est terminée. L'entreprise respecte la vie privée de tous ses employés et ne fera pas d'autres commentaires publiquement sur cette affaire pour le moment. Red Bull s'engage à continuer à respecter les standards les plus élevés pour les conditions de travail.» Bien que l'enquête interne soit désormais achevée, Red Bull doit encore régler certains aspects. Selon les informations de Motorsport.com, la compagnie autrichienne étudie les suites à donner alors que l'employée qui a remis en cause le comportement de Christian Horner est toujours salariée mais également suspendue actuellement. Au sein de l'écurie Red Bull Racing, on considère que l'affaire est désormais close.